

4. Fév. 1971

luttons étudiantes

En rupture avec le réformisme

Jean-Laurent Cascarano

Nos camarades de la Ligue Communiste viennent de consacrer deux articles, dans Rouge, au mouvement étudiant. Cet intérêt soudain n'est pas le fruit du hasard, mais correspond à la modification d'un certain nombre de données qui forcent toutes les organisations d'extrême gauche à redéfinir leur tactique étudiante.

Le réformisme Les luttes de masse

La situation actuelle se caractérise par une persistance de la combativité étudiante : de multiples conflits partiels ont éclaté au cours du premier semestre et trois luttes importantes se sont déroulées à Caen, Toulouse et Poitiers. La politique universitaire de la bourgeoisie, l'incertitude dans laquelle sont plongés les étudiants quant à leurs débouchés professionnels, l'apparente anarchie de la restructuration, les impératifs de l'austérité, la crise permanente depuis trois ans du traditionnel consensus universitaire (problèmes - réforme) et des valeurs sous-jacentes, provoquent aujourd'hui des révoltes du type de celles de Caen ou de Poitiers, différentes des grandes luttes revendicatives (grève de médecine, langues) de l'année dernière, parce qu'elles se transforment rapidement en affrontement politique avec le pouvoir : heurts avec la police à Toulouse et campagne contre la répression, manifestations contre les conditions désastreuses de sécurité à Poitiers et mise en accusation de l'urbanisme de profit et des spéculateurs-politicards. Ce que les étudiants en langues (et dans une moindre mesure en médecine) n'ont pu trouver lors de leurs grèves l'an dernier : les médiations politiques qui brisent le ghetto universitaire (ou intersyndical de l'A.S.) pour élargir leur lutte à d'autres couches de la population, pour faire des luttes de l'école, les luttes de tous, permettant de transformer le rapport de forces en leur faveur, les étudiants de Toulouse, de Poitiers l'on trouvé et ont fait reculer le pouvoir. Les conditions ont certes été favorables au mouvement étudiant dans les deux cas, les erreurs tactiques des représentants du pouvoir ayant largement limité leur marge de manœuvre, mais il n'en reste pas moins vrai que, dans la période actuelle, les luttes étudiantes n'auront de débouchés politiques que dans la mesure où elles trouveront des relais dans d'autres couches de la population et notamment dans la classe ouvrière.

Les déviations du mouvement

Il s'agit pour les révolutionnaires d'éviter deux types d'erreurs dont le mouvement commence à faire le bilan après deux années d'errements :

A s'enfermer dans une perspective strictement universitaire : « organiser un grand mouvement corporatiste dirigé par les révolutionnaires », ou présenter aux masses étudiantes un programme revendicatif articulé autour de thèmes susceptibles de remettre en cause le fonctionnement des structures de l'université bourgeoise (les examens, clé de voute du système, la hiérarchie des diplômes) dans le secret espoir que les masses étudiantes, s'emparant de ces mots d'ordre, transformeront qualitativement le mouvement étudiant en mouvement anticapitaliste.

A mettre entre parenthèses les causes profondes de la crise de l'université et la nature du milieu étudiant, proclamer que l'idéologie bourgeoise se meurt sur ce terrain afin d'achever la destruction de l'université comme si celle-ci était indépendante de l'appareil d'Etat bourgeois, comme si le mouvement étudiant (sur son terrain) avait globalement conscience des intérêts historiques... du prolétariat.

Ces orientations (certes, ici, analysées de manière schématique) relèvent en fait de la même hypothèse stratégique première : chercher à résoudre la crise de l'université dans le cadre de l'institution universitaire elle-même.

Les tâches des révolutionnaires

Les tâches des révolutionnaires sont tout autre : il s'agit, pour paraphraser Lénine, d'« expliquer à la masse des protestataires, la signification objective des conflits », « d'essayer de transformer leur mouvement en mouvement politique conscient... [« de faire assimiler les conclusions qui découlent des trois années de la révolution »]. Ces phrases de Lénine sont aujourd'hui d'une actualité brûlante. Les courants du mouvement révolutionnaire qui continuent à diviser les luttes étudiantes en luttes universitaires (que les étudiants comprennent) et luttes politiques (qui seraient le fait des groupuscules) sont dans l'impasse.

A l'inverse les courants « avant-gardistes » développent une agitation politique de plus en plus lar-



ge, qui débouche inévitablement sur la phraséologie révolutionnaire et la coupure avec le milieu.

Pour nous, la radicalisation du mouvement étudiant procède de la convergence de multiples éléments : combativité ouvrière, situation politique intérieure et internationale, acuité de la crise universitaire. L'intervention permanente des révolutionnaires sur ces différents plans (propagande, agitation) devient alors une nécessité pour encadrer, favoriser la maturation politique du mouvement étudiant. Toute autre voie condamne irrémédiablement au suivisme vis-à-vis des tendances inhérentes au milieu, le réformisme et le révolutionnarisme.

Accumulation primitive ou travail de masse ?

La politique de nos camarades de la Ligue Communiste montre leur incapacité à maîtriser un tel processus. Le brusque virage universitaire pris par le B.P. de la Ligue en septembre 1970, a entraîné une série « d'initiatives » des cellules étudiantes qui ont proposé la création de « comités de lutte contre la restructuration » dans les différentes facultés. Ces initiatives n'ont trouvé que peu d'échos dans le mouvement étudiant : l'agitation sur l'augmentation des tickets de resto-U, dans une période peu propice (début octobre) a échoué lamentablement, la propagande générale sur la rentabilisation, faute de débouchés, de points de cristallisation immédiats a disparu dès le 15 novembre. Dès lors, rectifiant la ligne, nos camarades du B.P. ont lancé leurs militants dans la campagne sur les procès de Burgos, suivie aujourd'hui de la campagne Vietnam. Il n'est plus aujourd'hui question d'intervention sur la politique universitaire de la bourgeoisie, d'exploitation de l'échec de la participation.

Cette vision « fragmentaire » de l'intervention dans le mouvement étudiant, le travail purement propagandiste, ne font que perpétuer ce que Weber soulignait déjà en mars 1970 (avant les événements de Nanterre), « l'incapacité de l'organisation à faire un travail de masse ». Face à cette inadéquation, l'attitude des cellules de base de la Ligue tend à se diversifier de plus en plus : les uns développent une propagande strictement universitaire, les autres redécouvrent les joies de la contestation des cours, les troisièmes « réactivent politiquement le milieu », les derniers enfin appliquent consciencieusement les directives du B.P. Il serait naïf de croire que les problèmes se limitent à un strict rapport « technique » avec les masses étudiantes. Les « tourments » divers du B.P. de la Ligue procèdent à des objectifs radicalement différents de ceux que nous pouvons avancer. Il ne s'agit pas pour eux de développer les luttes étudiantes pour les lier à celles des travailleurs et notamment à celles du mouvement révolutionnaire dans la classe ouvrière : il s'agit pour nos camarades du B.P. de procéder à « une accumulation primitive de militants révolutionnaires ». Cette hypothèse indiquée, tout est bon, pour regrouper ce noyau révolutionnaire : de la démarcation avec les courants qualifiés de « hippies, mao, et autres spon-tex » à la récupération (si possible) d'une fraction des étudiants du P.S.U. L'idée fixe de nos camarades a trouvé sa plus belle expression à Censier, la semaine dernière. Après les heurts A.S.-U.E.C., le B.P. de la Ligue sans tenir aucun compte de la mobilisation étudiante sur le procès Angela Davis, parachuta un « meeting de clarification » sur la démocratie ouvrière. Résultat : une foule gauchistes hilares écoutant les militants de la Ligue, eux-mêmes totalement sceptiques sur les résultats.

res à leur
autres, avaient été exécutés.

tion politique d'un tel meeting. Quelques jours plus tard, après une campagne sérieuse, le Secours Rouge organisait un meeting auquel assistaient six cents étudiants, pour le soutien aux Noirs américains.

La leçon de ces deux expériences est significative ; elle se passe de commentaires. Entendons-nous, il ne s'agit pas d'esquiver le problème du regroupement des révolutionnaires dans l'université, il s'agit d'une divergence essentielle sur la tactique de regroupement des révolutionnaires (et pas simplement à l'université). La maturation politique des franges étudiantes « en révolte radicalisée » se fera à travers leur insertion dans les luttes et non dans des débats « de clarification » sans aucun lien avec la pratique réelle.

Le cadre de notre intervention

Notre départ de l'U.N.E.F. n'est pas dans ces conditions motivé principalement par le fait que les réformistes y soient majoritaires, mais parce que nous pensons qu'il y a possibilité de regrouper aujourd'hui une frange importante du mouvement étudiant en rupture avec le réformisme.

Cette volonté de la gauche étudiante de se regrouper dans des structures unitaires non cartellisées, quel que soit leurs noms, se manifeste actuellement dans la plupart des facultés, parfois indépendamment des organisations politiques. Ces structures doivent permettre de développer et d'encadrer les luttes étudiantes, assurant tout à la fois l'intervention sur les thèmes universitaires et sur les thèmes politiques. L'U.N.E.F. n'est plus que le champ clos d'un triste combat militaire et organisationnel entre deux groupes rivaux, et il s'est certes créé un espace politique pour une organisation nationale du mouvement étudiant sous direction des révolutionnaires.

S'il y a nécessité de lutter contre l'émiettement et les tendances localistes dans le mouvement étudiant, on ne saurait pour autant parachuter une direction ou une plate-forme de clarification quelconque dans la période présente sans tomber dans une opération bureaucratique n'ayant fonction dans le processus de restructuration du mouvement étudiant.

C'est dans les initiatives concrètes que le mouvement peut progresser, que la clarification politique peut se faire. Il s'agit de développer une ample mobilisation (notamment à l'occasion du 21 février) à travers les comités de lutte, les C.A., les structures de masse en les coordonnant, en annihilant dans la pratique les tendances du localisme et l'émiettement dans la perspective de refaire du mouvement étudiant une force politique intervenant dans le champ de la lutte de classe. □